

**Arrêté temporaire n° 23-AT-0149**  
**Portant réglementation de la circulation**

**AVENUE LEONARD DE VINCI**

Monsieur Le Maire de la Ville d'Amboise,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10,

**VU** l'arrêté municipal n°SG-2020-08-19-01 portant délégation de signature à Madame Jacqueline MOUSSET, 1ère adjointe,

**VU** la demande émise par TRANSBAY demeurant 9 Bis rue Marie Curie 41200 ROMORANTIN-LANTHENAY aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

**CONSIDÉRANT** qu'un déménagement rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 02/06/2023 AVENUE LEONARD DE VINCI,

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le 02/06/2023, entre 09h30 et 11h30, 2 AVENUE LEONARD DE VINCI, un rétrécissement de chaussée, compte tenu d'un déménagement, entraîne une modification des conditions de circulation. La circulation est alternée par B15+C18.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, TRANSBAY.

**Article 3**

Monsieur Le Maire de la Ville d'Amboise et Madame la Directrice Générale des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Amboise, le 22 mai 2023  
Pour le Maire,  
Par délégation du Maire  
1ère adjointe en charge de la voirie



Jacqueline MOUSSET

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*